



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1996/576  
22 juillet 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATÉE DU 22 JUILLET 1996, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL  
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE  
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

C'est un pas en avant mais, comme l'a dit M. Richard Holbrooke, Ambassadeur, "cela ne suffit pas". Destituer Karadzic de son poste de chef du Parti démocratique serbe conformément aux Accords de Dayton et de Paris est un élément positif mais ne satisfait malheureusement ni les exigences du Tribunal international pour la répression des crimes de guerre, ni celles du Conseil de sécurité, ni celles des Accords de Dayton et de Paris, lesquels demandent l'entière coopération avec le Tribunal et l'arrestation et l'extradition à La Haye de ceux qui sont accusés d'être des criminels de guerre. Nous sommes entièrement d'accord avec M. Holbrooke et nous nous associons à son appel au respect intégral de ces obligations.

Nous voulons croire que les efforts déployés pour destituer Radovan Karadzic de son poste de chef du Parti démocratique serbe n'ont donné lieu à aucun marchandage qui réduirait la portée des mesures visant à faire respecter les exigences du Tribunal quant à l'arrestation et à l'extradition de Mladic ou d'autres criminels de guerre. S'il y a eu marchandage, nous sommes en droit, en tant que signataires des Accords de Dayton et de Paris, d'en connaître les détails, ce qui vaut également pour le Tribunal et le Conseil de sécurité. Le Conseil de sécurité doit continuer à tout mettre en oeuvre pour obtenir le respect intégral de ses injonctions, notamment en continuant à sanctionner ceux qui ne s'y conforment pas.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur et Représentant permanent,

Envoyé spécial

(Signé) Muhamed SACIRBEY

-----